HAL
open science

Le mobilier archéologique en os de Martinique aux périodes historiques (1645-1902) : entre importations et production locale

Noémie Tomadini, Emmanuel Barthélémy-Moizan, Grouard Sandrine, Christine Lefèvre

To cite this version:

Noémie Tomadini, Emmanuel Barthélémy-Moizan, Grouard Sandrine, Christine Lefèvre. Le mobilier archéologique en os de Martinique aux périodes historiques (1645-1902) : entre importations et production locale. Yves Henigfeld; Philippe Husi; Fabienne Ravoire. L'objet au Moyen Age et à l'époque moderne : fabriquer, échanger, consommer et recycler., Presses universitaires de Caen, Publications du CRAHAM; Brepols Publishers, pp.233-237, 2020, Publications du CRAHAM, 978-2-84133-972-3. hal-02093067

HAL Id: hal-02093067

https://hal.science/hal-02093067v1

Submitted on 20 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE MOBILIER ARCHÉOLOGIQUE EN OS DE MARTINIQUE AUX PÉRIODES HISTORIQUES (1645-1902) : ENTRE IMPORTATIONS ET PRODUCTION LOCALE

◆

Noémie Tomadini[1], Emmanuel Barthélémy-Moizan[2], Sandrine Grouard[3] et Christine Lefèvre[4]

Introduction

Bien que peu étudiés jusqu'alors, les objets en os découverts en contexte colonial sur l'île de la Martinique nous invitent à une lecture plus fine des us et coutumes des populations historiques, de la colonisation européenne aux temps ayant suivi l'abolition de l'esclavage (1645-1902). Qu'il s'agisse d'éléments de parures, d'accessoires de toilettes, de pièces de jeu ou encore d'ustensiles de cuisine, ces objets constituent non seulement des témoins privilégiés de la vie quotidienne au sein de la sphère privée et / ou communautaire, mais également des marqueurs culturels de cette société plurielle (colons, engagés, populations serviles…) en pleine construction. À travers cet article, nous tenterons *via* l'analyse de certains artefacts issus de trois sites historiques d'en apprendre plus sur les modes de vies de ces populations historiques et sur les liens existant entre le Vieux Continent et cette colonie d'outre-mer.

Cadre de l'étude, sites et matériel

Cette étude se fonde sur l'examen du petit mobilier provenant de trois sites coloniaux répartis entre les villes de Saint-Pierre et de Fort-de-France : l'habitation Perrinelle (1645-1902), la Cour d'appel – rue Schœlcher (1726-seconde moitié du XIXe siècle) et l'allée Pécoul (fin XVIIIe / début XIXe siècle-1902). Ces deux villes, localisées sur la côte ouest de la Martinique, furent fondées dès les premières décennies de l'implantation française et jouèrent un rôle économique, militaire et politique de premier ordre tout au long de l'époque coloniale. Saint-Pierre, « le petit Paris des Antilles », était en effet un haut lieu de commerce et de négoce qui rayonna jusqu'au début du XXe siècle dans tout l'arc antillais[5]. Quant à Fort-de-France, elle abritait le fort militaire et devint dès la fin du XVIIe siècle la capitale administrative de l'île[6].

L'habitation Perrinelle, l'un des rares bâtiments en pierre datant du début de la colonisation de la Martinique,

1. Archéozoologue, AASPE (UMR 7209), Sorbonne Université / Muséum national d'histoire naturelle / CNRS.
2. Archéologue, assistant d'études Inrap Grand Sud-Ouest / AIHP-GEODE (EA 929), université des Antilles et de la Guyane.
3. Archéozoologue, AASPE (UMR 7209), Sorbonne Université / Muséum national d'histoire naturelle / CNRS.
4. Archéozoologue, AASPE (UMR 7209), Sorbonne Université / Muséum national d'histoire naturelle / CNRS.
5. Veuve & Guillaume 1999.
6. Contour 1994.

fut occupée dès 1645 et a perduré jusqu'au 8 mai 1902, date à laquelle l'éruption de la Montagne pelée détruisit l'ensemble de la ville de Saint-Pierre. Quatre campagnes de fouilles (1996, 1997, 2000 et 2001) menées sous la direction de Serge Veuve permirent la découverte du château des Jésuites (1645-1763), devenu à la fin du XVIIIe siècle l'habitation Perrinelle (1775-1902). Les vestiges du quartier des « travailleurs » et les jardins de cette habitation furent également mis au jour[7]. Au total, près de 1 943 restes de faune vertébrée et invertébrée ont été décomptés ainsi que 649 éléments de tabletterie comprenant des objets utilitaires, de nombreux éléments vestimentaires et des rebuts de fabrication de boutons.

La fouille du site de la Cour d'appel – rue Schœlcher[8] a permis, quant à elle, de mieux saisir l'évolution urbanistique de l'îlot Renan, quartier historique de Fort-de-France, de ses origines dans la seconde moitié du XVIIe siècle (env. 1665) jusqu'au début du XXe siècle. Outre les nombreuses données concernant la configuration d'édifices privés et de bâtiments liés à l'administration de la Martinique (Palais de justice puis Direction de l'Intérieur), la fouille a révélé la présence d'aménagements et de constructions qui pourraient être liés à une activité artisanale et / ou commerciale. Les plans des bâtiments et les premiers résultats des études de mobilier conforteraient cette hypothèse. Aux 179 restes de faune vertébrée mis au jour sur l'ensemble du site s'ajoutent cinq objets façonnés en os : deux manches d'objets indéterminés, deux brosses ainsi qu'un panache d'éventail.

Enfin, nous retrouvons le site de l'allée Pécoul[9] localisé dans un quartier résidentiel tardivement urbanisé de la ville de Saint-Pierre (vers la fin du XVIIIe siècle / début du XIXe siècle), en périphérie nord du quartier du Fort. Les vestiges, occupant environ 3 000 m², comprennent plusieurs maisons séparées par des murs de clôtures. L'une de ces propriétés, observée quasiment dans sa totalité, comprend une maison de maître, des bâtiments à usage domestique ainsi qu'une cour avec puits et bassin. Scellés sous une épaisse couche de ponce, les vestiges sont admirablement bien conservés, ce qui a permis d'étudier l'évolution de ces bâtiments jusqu'à leur destruction par l'éruption de la Montagne pelée. Outre les 8 011 restes de faune vertébrée mis au jour, ce site a livré 14 objets façonnés en os : pièce de jeu, objets utilitaires, éléments vestimentaires et accessoires de toilettes.

L'artisanat d'importation : le « savoir-vivre » à la française

Les articles de brosserie fine sont les mieux représentés au sein des assemblages et notamment les brosses à dents. Les quatre exemplaires mis au jour sur ces sites sont ouvragés de manière simple et ne portent aucun décor. Bien qu'elles soient toutes cassées au niveau de leur partie utile, les brosses à dents de l'habitation Perrinelle (fig. 1, n° 1) et de la Cour d'appel (fig. 1, n° 2) ont conservé en partie leur tête de brosse. Celles-ci ont été perforées aux trois quarts puis contre-perforées longitudinalement afin d'effectuer le montage des soies de porc ou de sanglier. Les montures, quant à elles, étaient généralement réalisées à partir d'os longs de grands mammifères. Notons également que l'exemplaire de Fort-de-France, issu de dépôts datant de la seconde moitié du XIXe siècle, porte l'inscription : « SUPERFINE PARIS ». Il ne s'agit pas ici de la marque de cet objet mais plutôt de son qualificatif associé à son lieu de fabrication, de provenance ou encore du grossiste qui en faisait la commande. Ce type d'inscription n'apparaît qu'à partir de 1850[10], corroborant ainsi les datations obtenues pour ces dépôts. Ce même type d'inscription (typologie) se retrouve sur des exemplaires réalisés dans le département de l'Oise au nord de Paris. Au XIXe siècle, de très nombreuses commandes étaient passées par les grossistes parisiens aux ateliers de ce département qui, spécialisés dans la brosserie fine, fabriquaient ce type de produit en très grande quantité[11].

Deux manches d'ombrelles ont été mis au jour sur le site de l'allée Pécoul. Le premier présente une gravure en relief composée d'une rose et de ses deux feuilles. Cette pièce a été réalisée d'un seul tenant, très certainement à partir de la diaphyse d'un radius ou d'un tibia de grand mammifère. Le second est également en grande partie sculpté (fig. 2). Il présente en partie haute un décor composé de motifs géométriques. Quant à la partie coudée, elle expose une figure zoomorphe, celle d'un lévrier aux oreilles baissées. Ce manche se compose de deux parties réunies au niveau du deuxième « bourrelet » inférieur. Bien que la qualité d'exécution de ce manche soit incontestable, il ne s'agit pas d'une pièce inédite puisque ce motif du lévrier était très en vogue à Paris de 1840 à 1855[12]. Confectionné dans les ateliers parisiens, il pouvait également être décliné en ivoire comme l'atteste un exemplaire d'« ombrelle marquise de voiture » conservé au musée Galliera[13].

7. Veuve 1996 ; Veuve 1997 ; Veuve 2000 ; Veuve 2001.
8. Barthélémy-Moizan en cours.
9. Bolle 2013.
10. Mattick 1993, 163.
11. Brancotte 2001.
12. Comm. pers. M. Hertault.
13. Anonyme, 1860, n° inventaire GAL1986.1.13.

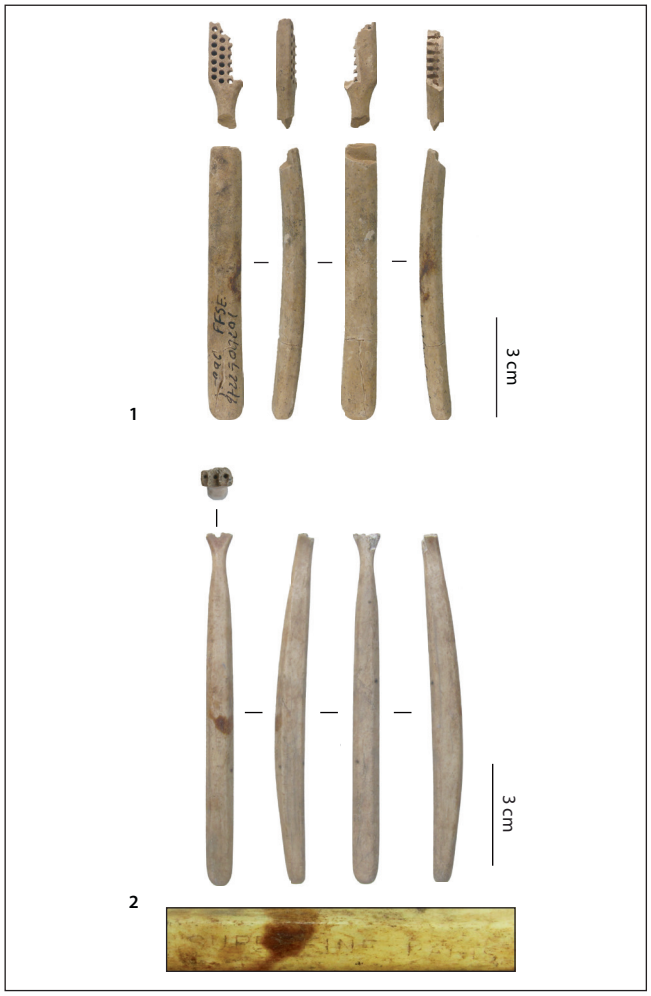

Fig. 1 **1) Brosse à dent de l'habitation Perrinelle (front de fouille sud-est) ; 2) brosse à dent « SUPERFINE PARIS » de la Cour d'appel – rue Schœlcher (US 181).** Clichés N. Tomadini.

Fig. 2 **Manche d'ombrelle à tête de lévrier, 1840-1855 (US 532, allée Pécoul) ?** Clichés N. Tomadini.

L'artisanat local : « manufacture » privée ou témoignage d'une activité de tabletterie-cornetterie en Martinique ?

Au même titre que l'ombrelle, l'éventail constituait un élément important de la tenue vestimentaire aux Antilles françaises, comme l'atteste une gravure de 1779 présentant le costume dit à la créole[14]. Le fragment d'un panache d'éventail à seize brins (fig. 3, n°s 1 et 2) a été découvert au sud de l'emprise de fouille du site de la Cour d'appel – rue Schœlcher, où différents aménagements et constructions pouvant être liés à une activité artisanale et / ou commerciale ont été mis au jour. De nombreuses stries ont été observées sur le revers de cet artefact (fig. 3, n° 1). Il pourrait ainsi s'agir d'un objet cassé lors de sa fabrication ou d'un objet vendu et utilisé tel quel sans avoir été préalablement poli. Bien que le statut de cet artefact reste encore incertain, la présence de plusieurs chevilles osseuses de bœuf et d'un second artefact en os dans cette même unité stratigraphique pourrait appuyer l'hypothèse de la présence d'un atelier de travail de l'os et de la corne à Fort-de-France au XVIIIe siècle.

En parallèle, la découverte de plus de 600 pièces osseuses travaillées sur le site de l'habitation Perrinelle[15] atteste bien d'une production locale, puisque l'étude de ces éléments a montré que l'ensemble de la chaîne opératoire de l'os jusqu'à l'armature du bouton était illustré (fig. 4). Ces armatures ont été aménagées quasi exclusivement dans des côtes de grands mammifères, dont seule la partie proximale, trop courbe, n'a pas été exploitée. Au vu de la forme générale de ces fragments de côtes, il s'agirait très probablement de côtes de bœuf. La découpe s'opérait sur des tronçons de côte préalablement fendus longitudinalement afin d'éviter les ruptures non maîtrisables[16]. Quant aux armatures proprement dites, elles étaient réalisées à l'aide d'une mèche à trois pointes[17] fixée sur une chignole ou vilebrequin. L'observation des préformes indique qu'il n'y avait pas de sens précis pour attaquer les fragments de côtes même si une majorité d'entre elles ont été réalisées depuis la surface interne (spongieuse) vers la surface externe (corticale) de l'os. Dès que la surface de l'armature était jugée satisfaisante, l'ouvrier retournait la plaquette et réalisait l'autre face en se recentrant sur la perforation centrale. Cette armature ainsi obtenue était

14. Leclerc & Dupin 1779.
15. Ces éléments proviennent des sondages effectués dans l'aile sud et dans les jardins situés à proximité directe lors des campagnes de fouille de 1996 et de 1997.
16. Vallet 2002.
17. La pointe centrale perfore l'os de part en part alors que les deux autres pointes tracent le contour du disque à découper.

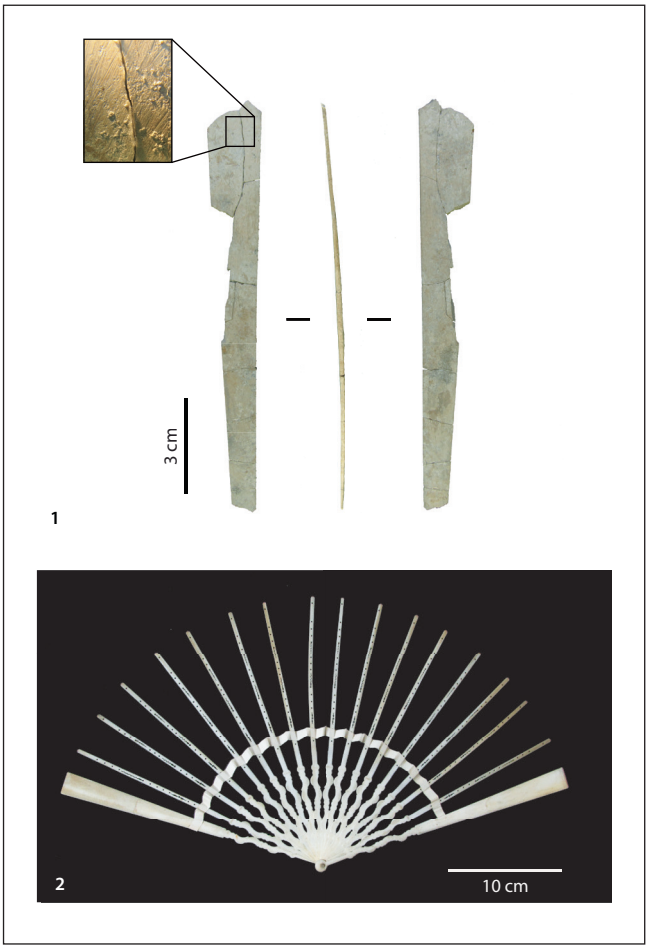

Fig. 3 **1) Panache d'éventail et détail des stries parallèles observées sur son revers (artefact archéologique provenant de l'US 152, Cour d'appel – rue Schœlcher) ; 2) monture d'éventail en os à 16 brins datant du XIXe siècle (pièce n° 46, collection CHME [Collection Hoguet maître éventailliste], Paris).** Clichés N. Tomadini.

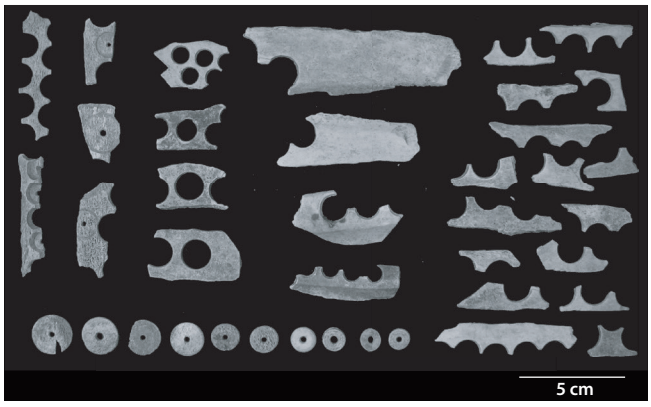

Fig. 4 **Habitation Perrinelle : éléments de tabletterie (sondages S1/S2, petite chapelle latérale).** Cliché N. Tomadini.

ensuite recouverte de tissu puis complétée par une attache circulaire métallique permettant de coudre l'élément sur un vêtement, d'où l'appellation « boutons recouverts »[18]. L'étude des diamètres a montré une prédominance des boutons de tailles moyennes et notamment ceux entre 12 et 14 mm de diamètre, utilisés pour les culottes, pantalons ou encore chemises. Ce même type d'armature a été découvert lors de la fouille de la sépulture 115 du cimetière de l'Anse Sainte-Marguerite en Guadeloupe, au niveau du thorax et du bassin d'un homme[19], et se rencontre assez souvent dans les assemblages archéozoologiques coloniaux antillais[20].

Cette production de bouton n'est pas une activité inédite aux Petites Antilles puisque cinq sites historiques ont livré ce type de manufacture sur les îles d'Antigua, de Saint-Kitts, de Saint-Eustache et de Guadeloupe[21]. Il s'agit exclusivement de sites militaires datés entre la fin du XVIIIe et la fin du XIXe siècle. En ce qui concerne l'habitation Perrinelle, les contextes ayant livré cette production de bouton ne sont malheureusement pas calés chronologiquement, ce qui nous empêche de définir avec précision le cadre social dans lequel cet atelier a fonctionné. En effet, sur ces trois siècles d'occupation, ce site a été occupé successivement par les Jésuites (1645-1763), par une caserne militaire (1766-1770) et enfin par le sieur Perrinelle (1776-1902). Si l'on se réfère aux dates des autres sites caribéens, celui-ci aurait aussi bien pu fonctionner pendant l'une ou l'autre de ces occupations. Toutefois, au regard de la fonction de ces sites, l'occupation militaire de Perrinelle semble être à privilégier.

Conclusion

Au regard des objets d'importation, il apparaît que la France et la Martinique entretenaient des liens tant au niveau des relations commerciales qu'au niveau de l'influence culturelle : importation de produits manufacturés provenant des grands centres de production française, mais également d'objets de « prestige » élaborés dans des ateliers d'art parisiens. Les objets que nous venons de présenter n'en étaient pas moins destinés aux personnes jouissant d'un statut social privilégié.

Outre ce commerce d'objets finis en os, la découverte de nombreux rebuts de fabrication sur le site de l'habitation Perrinelle atteste bien d'un artisanat local. Toutefois, le cadre social dans lequel cet atelier de boutons a fonctionné nous échappe faute d'éléments céramiques pour dater ces dépôts.

18. Comm. pers. J.-F. Goret.
19. Courtaud & Romon 2004.
20. N. Tomadini, données thèse en cours.
21. Klippel & Price 2007 ; Jégouzo 2011.

Quant au statut du panache d'éventail sur le site de la Cour d'appel, il reste pour l'instant incertain et l'on ne peut encore attester de la présence d'un artisanat « d'art » sur cette île à l'époque coloniale. S'agit-il simplement d'activités développées au sein de la sphère « privée » dont la production serait exclusivement réservée aux personnes évoluant sur le site concerné ? Ou d'ateliers de confection destinés à pallier les aléas des longues traversées en bateau depuis la Métropole et ainsi répondre aux besoins journaliers de la colonie ? Seule la poursuite des investigations archéologiques en contextes historiques et les recherches en archives nous permettront, à terme, de répondre à ces questions et de mieux appréhender le statut social et économique de ce petit mobilier en os.

Remerciements

Tous nos remerciements vont à Anne Hoguet (maître éventailliste) et à Michel Hertault (maître d'art ombrelles et parapluies) pour leur disponibilité et les nombreuses informations dont ils nous ont fait part. Un grand merci également à Muriel Rousseau (chargée de communication à la Fédération française de la brosserie), à Patrick Lhoyer (Société générale de brosserie Mouy) ainsi qu'à Dominique et Danièle Leroy pour leurs précieux renseignements sur l'histoire de la brosse à dents et pour nous avoir ouvert les portes du musée de la Brosserie à Saint-Félix (Oise).

Bibliographie

Barthélémy-Moizan E. (en cours), *Fort-de-France, la Cour d'appel : évolution d'un îlot urbain du XVIIe siècle au XXe siècle*, rapport final d'opération, INRAP GSO.

Bolle A. (2013), *Allée Pécoul, Saint-Pierre (972)*, rapport final d'opération, INRAP GSO, 560 p. (dactyl.).

Brancotte D. (2001), « La brosserie dans le pays de Thelle et la vallée du Thérain », in *Le bois, l'os, la corne, l'ivoire, la nacre : aspects de la tabletterie en France*, M. Plouvier (dir.), Amiens, Association pour la généralisation de l'inventaire régional en Picardie, p. 41-50.

Contour S. (1994), *Fort-de-France au début du siècle*, Paris, L'Harmattan.

Courtaud P. et Romon T. (2004), « Le site d'Anse Sainte-Marguerite (Guadeloupe, Grande-Terre) : présentation d'un cimetière d'époque coloniale », *Journal of Caribbean Archaeology*, n° spécial 1, p. 58-67.

Jégouzo A. (2011), *Fort Delgrès, Basse-Terre (971)*, rapport final d'opération, INRAP GSO, 2 vol. (dactyl.).

Klippel E. W. et Price B. E. (2007), « Bone Disc Manufacturing Debris from Newfoundland to Antigua during the Historic Period », in *Bones as Tools : Archaeological Studies of Bone Tool Manufacture, Use, and Classification*, C. Gates et R. Walker (dir.), Oxford, Archaeopress (BAR International Series ; 1622), chap. X, p. 133-142.

Leclerc P.-T. et Dupin N. (1779), *27e Cahier de Costumes Français, 21e Suite d'Habillemens à la mode en 1779*, Paris, Esnauts et Rapilly.

Mattick B. E. (1993), « The History of Toothbrushes and their Nature as Archaeological Artifacts », *The Florida Anthropologist*, vol. XLVI, n° 3, p. 162-184.

Vallet C. (2002), « Un atelier de fabrication de perles et de boutons en os du XVIIIe siècle, place de la Motte à Limoges », *Travaux d'archéologie limousine*, n° 22, p. 145-150.

Veuve S. (1996), *Habitation Perrinelle, ancienne maison des Jésuites, Saint-Pierre de la Martinique*, rapport final d'opération, AFAN (dactyl.).

– (1997), *Habitation Perrinelle, ancienne maison des Jésuites, Saint-Pierre de la Martinique*, rapport final d'opération, AFAN (dactyl.).

– (2000), *Centre de découverte de la Terre, Saint-Pierre de la Martinique*, rapport de diagnostic archéologique, AFAN (dactyl.).

– (2001), *Habitation Perrinelle, ancienne maison des Jésuites, Saint-Pierre de la Martinique*, rapport final d'opération, AFAN (dactyl.).

Veuve S. et Guillaume M. (1999), *Saint-Pierre de la Martinique*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication (Document d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France ; 17).